

« FORGER LA NOUVELLE NORMALITÉ AMÉRICAINE »

## Recours à l'armée face à l'ennemi intérieur



Les partisans de la militarisation des États-Unis, réunis au sein de la très officielle Commission Gilmore, ont préconisé des mesures d'exceptions depuis 1999, mais n'ont obtenu satisfaction qu'après les attentats du 11 septembre. Leur cinquième rapport, *Forger la nouvelle normalité américaine*, rendu public cette semaine, préconise de hisser la lutte antiterroriste au dessus de toutes les autres activités gouvernementales, d'impliquer la société civile et d'étendre les compétences de l'armée en matière de renseignement, d'enquête et de répression. La Commission propose de dépasser l'antagonisme entre libertés et sécurité en dissolvant la distinction entre civil et militaire.

page 2

### N'oubliez pas Al Qaïda !

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Bruce Hoffman, expert de référence aux États-Unis sur le terrorisme, met en garde contre le détournement de l'attention du terrorisme international. Hoffman assure qu'Al Qaïda a formé entre 70 000 et 120 000 hommes et dépense 3 millions de dollars par mois pour combattre la Coalition en Afghanistan. Aux sceptiques, qui n'ont pas vu les affidés d'Oussama Ben Laden à l'œuvre en Irak, il répond qu'ils ont raison, mais que le danger est partout... ailleurs. Al Qaïda est d'autant plus dangereuse qu'on ne la voit pas.

page 5

### REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Le chef des services de sécurité israéliens affirme que l'Iran menace de se servir des Arabes israéliens comme d'une « cinquième colonne » contre Israël

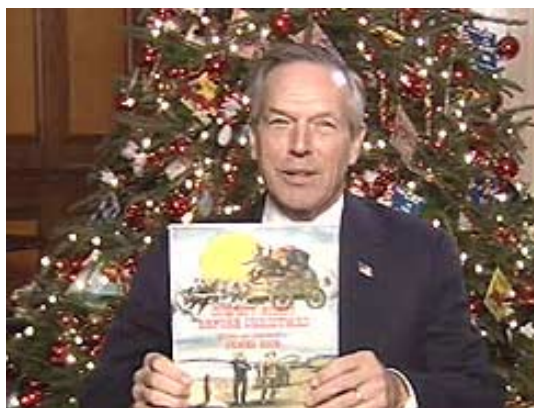
■ Silvan Shalom veut reprendre le dialogue avec la Syrie. Benjamin Netanyahu évoque une menace venue des Arabes israéliens

■ L'armée israélienne se dit satisfaite du travail réalisé par le ministre des Finances palestinien

■ La CIA rend un rapport prospectif sur l'état du Proche-Orient en 2020

■ La Jordanie veut impliquer toutes les communautés religieuses dans la reconstruction politique de l'Irak

page 10



### LES BELLES HISTOIRES DE LA MAISON-BLANCHE

Chaque soir en cette période de l'Avent, un membre de l'équipe Bush lit une histoire pour les petits enfants sur whitehouse.gov. Le 16 décembre, c'était M. Donald Evans, secrétaire au Commerce, qui a récité *Cowboy Night Before Christmas*. Ce sympathique narrateur, par ailleurs magnat du pétrole texan, est l'ancien directeur de campagne de George W. Bush pour lequel il a organisé la plus importante levée de fonds de l'histoire électorale.

## « Forger la nouvelle normalité américaine »

# Recours à l'armée face à l'ennemi intérieur

**Les partisans de la militarisation des États-Unis, réunis au sein de la très officielle Commission Gilmore, ont préconisé des mesures d'exceptions depuis 1999, mais n'ont obtenu satisfaction qu'après les attentats du 11 septembre. Leur cinquième rapport, *Forger la nouvelle normalité américaine*, rendu public cette semaine, préconise de hisser la lutte antiterroriste au dessus de toutes les autres activités gouvernementales, d'impliquer la société civile et d'étendre les compétences de l'armée en matière de renseignement, d'enquête et de répression. La Commission propose de dépasser l'antagonisme entre libertés et sécurité en dissolvant la distinction entre civil et militaire.**



La Commission Gilmore a rendu, le 15 décembre 2003, son cinquième et dernier rapport annuel sur « l'évaluation des capacités de réaction intérieure au terrorisme impliquant des armes de destruction massive ». Elle appelle les États-Uniens à repenser l'équilibre entre protection des libertés individuelles et sécurité de la Patrie.

Cette commission a été instituée par le Congrès, le 17 octobre 1998, à la suite des attentats survenus contre les ambassades états-uniennes au Kenya et en

Tanzanie, dans un contexte d'opposition exacerbée contre Bill Clinton. Initialement, son mandat devait durer trois, mais il fut prolongé de deux ans supplémentaires après les attentats du 11 septembre 2001. Pour l'animer, le Parlement fit appel aux experts de la Rand Corporation, le think-tank du complexe militaro-industriel. Elle tient son nom de son président, James S. Gilmore III, ancien gouverneur de Virginie et ancien président du Parti républicain. Avec le temps, sa composition a légèrement évolué. Ainsi, Donald Rumsfeld n'y siège plus depuis qu'il est secrétaire à la Défense, ni L. Paul Bremer III depuis qu'il fait régner la liberté en Irak.

Au cours des premières années, c'est-à-dire avant les attentats du 11 septembre, la Commission Gilmore a émis 144 recommandations, dont 125 ont été appliquées après le 11/9. La Commission se félicite de ces avancées, mais regrette que l'élan national qui a suivi les attentats de New York et Washington soit progressivement retombé alors qu'il reste beaucoup à faire. L'opinion publique s'est laissée distraire par l'ouragan Isabel, les feux de forêt en Californie ou la guerre en Irak jusqu'à en oublier le danger terroriste.



Deux policiers-militaires des Marines en exercice.

L'articulation entre autorités locales, nationales et fédérales reste approximative, de même que la coordination entre agences fédérales. L'efficacité de cette nébuleuse reste douteuse face à la prolifération bureaucratique. Elle ne peut être améliorée qu'en clarifiant l'architecture du système. De ce point de vue, la Commission se réjouit de la création du Centre d'intégration de la menace terroriste (TTIC) et du département de Sécurité de la Patrie (HSD) [1], dont elle revendique la paternité intellectuelle. Cependant, cette organisation administrative est insuffisante. D'abord le TTIC doit devenir une Agence à part entière avec un personnel et un budget conséquent. Ensuite, on s'est contenté de hausser la lutte anti-terroriste au niveau d'un département ministériel parmi d'autres. Mais la Commission considère que cette préoccupation devrait être prééminente. Elle préconise donc le développement du Conseil de sécurité de la Patrie. Cette instance supra-départementale existe déjà en théorie, mais ne fonctionne pas vraiment. Elle se situe à égalité avec le Conseil de sécurité national [2].

La Commission préconise de « Forger une nouvelle normalité états-unienne » d'ici 2009. Elle intégrerait la lutte contre le terrorisme à tous les échelons de la société dans toutes les activités humaines. Elle reconnaîtrait un rôle plus important encore aux militaires du NorthCom pour sécuriser le pays, autorisant ainsi leur intervention dans la vie civile. Elle mobiliserait aussi le patronat pour la protection du « mode de vie » comme pour la délation des suspects.

Pleinement consciente des atteintes possibles aux libertés individuelles, la Commission Gilmore commente longuement la dialectique libertés/sécurité avec force citations des pères fondateurs. Mais elle ne propose pour concilier ces deux exigences que la création d'un Comité d'éthique bipartisan qui donnerait des avis sur la proportionnalité des restrictions de libertés par rapport aux gains de sécurité. Cette disposition ne semble avoir pour objectif réel que de garantir un consensus social autour de l'instauration d'une société toujours plus militarisée.



---

*Forging America's New Normalcy - Securing Our Homeland, Protecting Our Liberty.* Ve Rapport annuel au Président et au Congrès du Comité consultatif d'évaluation des capacités de réponse intérieure au terrorisme impliquant des armes de destruction massive, 15 décembre 2003. [Téléchargement \(Pdf : 7900 Ko\)](#)

---

[1] Nous traduisons « Homeland Security » par « Sécurité de la Patrie » et non pas « Sécurité intérieure ». En effet, « Homeland Security » se rapporte à toutes les actions de sécurisation du territoire national, qu'elles soient entreprises sur ce territoire ou à l'étranger. Au contraire, l'expression française « Sécurité intérieure » s'oppose à « Sécurité extérieure » et désigne des compétences territoriales distinctes.

[2] L'administration Bush avait initialement prévu de créer le Conseil de sécurité de la Patrie, et pas le département homonyme. C'est pour briser le statut des fonctionnaires de diverses agences que Karl Rove, secrétaire général de la Maison-Blanche, a poussé à la création de ce département ministériel. Cette gigantesque restructuration bureaucratique a fait passer le Conseil en second plan.

# N'oubliez pas Al Qaïda !

## Analyse

Bruce Hoffman, expert de référence aux États-Unis sur le terrorisme, met en garde les lecteurs du *New York Times* dont l'attention est détournée par la question irakienne. Quels sont donc les vrais problèmes ? Ce sont ceux du terrorisme international coordonné par Al Qaïda. Hoffman assure que, non seulement cette impalpable organisation existe, mais elle a formé entre 70 000 et 120 000 hommes et elle dépense 3 millions de dollars par mois pour combattre la Coalition en Afghanistan. Aux sceptiques, qui n'ont pas vu Al Qaïda à l'œuvre en Irak, il répond qu'ils ont raison, mais que le danger est partout... ailleurs.

Daniel Pipes, propagandiste attitré du régime Bush, narre *Un conte des deux cryptes* dans le *Jerusalem Post* : un opposant à Saddam Hussein fut contraint de se cacher des années dans une cave. Il en sortit le jour où le tyran diabolique, renversé par les États-Unis, fut contraint à son tour de se cacher dans une cave. Moralité de cette fable : les États-Unis sont les sauveurs du genre humain.

Alain Lipietz, député vert au Parlement européen, défend dans *Libération* le projet Giscard de Constitution européenne. Selon lui, l'alternative réside entre un Traité de Nice consacrant le néolibéralisme et une Constitution, certes imparfaite, mais reconnaissant des objectifs sociaux, féministes et écologistes. Au contraire, la députée travailliste britannique Gisela Stuart, dont le pamphlet sur la Convention remporte un vif succès au Royaume-Uni, dénonce ces arrangements entre élites. Récusant aussi bien le Traité de Nice que le projet Giscard, elle appelle à une démocratisation des institutions européennes qui ignorent aussi bien le principe de séparation des pouvoirs que celui de responsabilité de l'exécutif.

Enfin, Ron Pundak, qui participa à la négociation de l'Initiative de Genève, défend ses propositions dans *Ha'aretz*. Il dénonce les critiques dont l'Accord fait l'objet qui se fondent, selon lui, sur des préjugés ou des détails. Ce faisant, il confirme que, de son point de vue, ce texte met fin au droit au retour.

## Bruce Hoffman



Bruce Hoffman est un expert en terrorisme pour la Rand Corporation. Il a été membre du Counter-Terrorism Advisory Board du département de la Défense états-unien et a fondé le Centre for the Study of Terrorism and Political Violence de la Saint Andrew University. Il a été expert dans l'enquête sur l'attentat contre l'ambassade israélienne en Argentine. Bien qu'ayant prétendu devant le Congrès avoir été surpris par les attentats contre le World Trade Center de 2001, il les avait décrits à l'avance à l'Air Force Academy.

## « Nous avons Saddam. Est-ce que cela préoccupe Al Qaïda ? »

Source : New York Times

Référence : « Saddam Is Ours. Does Al Qaeda Care ? », par Bruce Hoffman, *New York Times*, 17 décembre 2003.

Pendant que le président **George W. Bush** rappelait aux Américains que même avec Saddam Hussein derrière les barreaux « nous faisons face aux terroristes », la **Maison Blanche** et le **Pentagone** présentaient cette arrestation comme une victoire majeure dans la guerre au terrorisme. Pourtant, il y a de fortes preuves laissant penser que l'Irak est utilisé par Ben Laden comme un magicien utilise des miroirs et de la fumée.

Des informations laissent penser qu'Al Qaïda prévoit de rediriger la moitié des trois millions de dollars qu'elle consacre mensuellement aux actions en Afghanistan. Al Qaïda a été la première à présenter l'Irak comme le champ de bataille central du jihad en donnant des conseils aux Irakiens et en lançant des appels aux armes. Toutefois, même si l'argument irakien est indubitablement un bon moyen de rallier des troupes à la cause du jihad, les combattants étrangers qui ont été arrêtés en Irak n'ont pas montré de liens évidents avec Al Qaïda et rien ne vient démontrer une direction d'Al Qaïda sur les insurgés. En réalité, l'organisation utilise l'Irak comme un moyen de propagande, mais travaille ailleurs.

Rien ne vient indiquer qu'une part significative des 70 000 à 120 000 personnes qui sont passées par les camps d'entraînements ont été envoyées en Irak. L'ennemi s'adapte à nos mouvements et nous devons apprendre à combattre sur plusieurs fronts. Il est important de faire de l'Irak une démocratie, mais nous ne devons pas oublier les autres endroits où agit Al Qaïda.

## Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

### « Un conte des deux cryptes »

Source : Jerusalem Post

Référence : « A tale of two crypts », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 17 décembre 2003.

La découverte de Saddam Hussein dans son trou m'a rappelé l'histoire de Jawad Amir Sayyid, un Irakien qui est resté caché 21 ans dans un trou qu'il avait aménagé sous la cuisine de la maison de sa famille. Il avait déserté l'armée de Saddam Hussein et il soutenait des idées politiques opposées au régime. Il a commencé à espérer être libéré après le 11 septembre quand le président **George W. Bush** a affirmé que nous combattrions tous les terroristes. Il est finalement sorti de son trou en avril, le lendemain de la chute de Saddam Hussein. Cette histoire est un symbole. Sous le régime de Saddam Hussein, un jeune homme s'est enfermé dans une crypte pour n'en sortir que lorsque les États-Unis ont libéré l'Irak et que Saddam Hussein quittait ses palais pour aller vivre dans un trou. Cette histoire démontre, en miniature, la profonde moralité de l'invasion états-unienne de l'Irak. En Irak, comme ailleurs dans le monde, les Américains ont, depuis 60 ans, combattu les totalitarismes et apporté la décence et la liberté à des pays désespérés. Le seul endroit où, en 60 ans, les États-Unis ont perdu, le Vietnam, subit encore les règles totalitaires.

## Alain Lipietz



Éphémère candidat des Verts à l'élection présidentielle française de 2002, Alain Lipietz est député vert au Parlement européen.

### « Qui a tué la Constitution ? »

Source : Libération

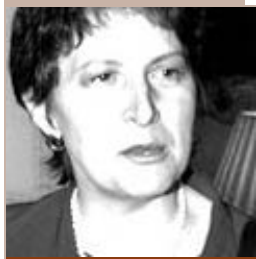
Référence : « Qui a tué la Constitution ? », par Alain Lipietz, *Libération*, 17 décembre 2003.

Bien plus que l'Espagne ou la Pologne ou la droite catholique et pro-américaine, c'est le principe d'intergouvernementalité qui a eu la peau de la Constitution européenne et a vaincu le rêve d'une nouvelle communauté de citoyens. Pourtant, la **Convention européenne** était parvenue à un consensus qui avait été approuvé par le **Parlement européen**, même si ce dernier avait regretté que le texte n'aille pas plus loin. Ce texte reconnaissait des objectifs sociaux, féministes et écologistes, faisait sauter le verrou du traité de Nice et démocratisait les institutions en renforçant le rôle du Parlement et en instaurant la règle de la double majorité au sein du

Conseil. De plus, les citoyens, via une pétition signée par un million de voix pouvaient proposer une loi. La seconde partie du texte incorporait la Charte des Droits fondamentaux. La troisième partie, plus problématique, ne revenait malheureusement pas, faute de temps, sur les traités qui gravaient dans le marbre le principe néo-libéral, se privant ainsi d'une base populaire explicite. Cela n'a pas désarmé le droite européenne, majoritaire dans les gouvernements dont les ministres des Finances se sont opposés aux nouveaux pouvoirs budgétaires du Parlement. Dans le même temps, les États-Unis s'opposaient à ce texte qui prévoit la possibilité de la création d'une capacité d'intervention européenne hors de l'OTAN. Il n'est pas étonnant cependant que l'affrontement se soit cristallisé sur la méthode de prise de décision, c'est-à-dire la possibilité d'action du politique sur le marché.

Le Traité de Nice, en bloquant la prise de décision consacrait le néolibéralisme. C'est la victoire de la droite aidée par une partie de la gauche qui n'a pas compris qu'en se focalisant sur le troisième volet du texte, elle ouvrait la voie à la droite qui, avec le Traité de Nice, a le projet de constitution dont elle rêve depuis Adam Smith. Il faut se mobiliser pour obtenir une conservation des acquis du texte de la Convention tout en les dépassant.

## Gisela Stuart



Gisela Stuart est député travailliste de Birmingham et ancienne participante à la Convention européenne dont elle a dénoncé les travaux dans son pamphlet *The Making of Europe's Constitution*.

### « Nous devons le déchirer et recommencer »

Source : The Guardian

Référence : « We have to tear it up and start again », par Gisela Stuart, *The Guardian*, 17 décembre 2003.

Mes critiques envers l'Union européenne ne font pas de moi une eurosceptique. Je suis européenne, mais quelque chose ne va pas avec l'Europe au drapeau bleu et aux douze étoiles. Cela va plus loin que le désaccord de ce week-end. Il faut gagner la confiance des populations de l'Union dont plus de la moitié fait défaut. Les politiciens ne peuvent pas se contenter de blâmer les populations pour cela. Il faut changer notre rapport aux institutions européennes et discuter des décisions de la **Commission européenne** comme s'il s'agissait de politique nationale. Le Parlement britannique consacre cinq jours à débattre du discours de la Reine, il est absurde de ne pas dire un mot du programme annuel de la Commission alors que la moitié de notre législation est décidée à Bruxelles. Plus fondamental encore, il faut reconnaître quel échelon doit prendre quelle décision et ne pas les centraliser et harmoniser toutes. Il faut que les États puissent disposer d'une marge de manœuvre. C'est pourquoi le Royaume-Uni demande le maintien de l'unanimité sur les décisions fiscales et sur la sécurité sociale, qui sont à la base des politiques nationales.

Le modèle européen construit en 1957 pendant la Guerre froide ne fonctionne plus. Il faut l'amender pour soutenir le principe de subsidiarité et pour démocratiser l'Europe. Le débat européen ne doit pas rester celui des élites.



## Ron Pundak



Ancien négociateur des accords d'Oslo, Ron Pundak est directeur exécutif du Peres Center for Peace et est l'un des auteurs de l'Accord de Genève.

### « Lisez le avant de le critiquer »

Source : Ha'aretz

Référence : « Read it before you criticize it », par Ron Pundak, *Ha'aretz*, 17 décembre 2003.

Comme on pouvait s'y attendre, l'accord de Genève a été accueilli par les critiques de la droite et des proches d'Ehud Barak. Toutefois, plus inquiétant, ce texte a été également critiqué par ceux dont on pouvait attendre le soutien et l'aide pour expliquer ses avantages pour Israël et son engagement sioniste. Certains ont détourné les faits pour justifier leurs critiques. Ainsi, Shlomo Avineri a affirmé que l'accord ne parlait jamais du « peuple juif » alors qu'il en est fait mention dans le premier article et dans les articles relatifs au partage de Jérusalem. Ces articles sont d'une importance capitale et vont plus loin que ceux des négociations de Camp David. D'autres comme le professeur Asher Susser, qui lui a lu le document, pinaillent sur des détails, perdant ainsi de vue que le point essentiel de cet accord et de prouver qu'il existe des possibilités d'accords entre les deux camps.

On peut discuter des articles, mais ce n'est pas pour cela qu'il faut s'attaquer à l'accord dans son ensemble. Ce texte apporte des garanties énormes puisqu'il met fin au « droit » au retour. Le soutien international au texte nous laisse penser que nous, héritiers du sionisme pragmatique, avons quelque chose d'important entre les mains.

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France. Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro par AlloPass :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php).

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## Le chef des services de sécurité israéliens affirme que l'Iran menace de se servir des Arabes israéliens comme d'une « cinquième colonne » contre Israël

Référence : « Shin Bet : We failed to provide proper security », *Ha'aretz*, 17 décembre 2003.

Au cours de la conférence Herzliya, sur la sécurité et la force d'Israël, le directeur des services de sécurité israéliens du Shin Bet, Avi Dichter, a qualifié l'Iran de « *pays terroriste n°1 dans le monde* ». Il a incité le gouvernement à construire le mur en Cisjordanie le plus rapidement possible, et a admis que les services de sécurité, notamment le Shin Bet, n'avaient pas réussi à assurer aux Israéliens « *la "combinaison de protection" qu'ils méritent* ».

Dans son discours, il a également mis en garde contre la « *menace stratégique* » potentielle que font peser les terroristes juifs, qui d'après lui rêvent de détruire les mosquées du Mont des Temples. Une telle démarche mènerait à la confrontation entre les 13 millions de juifs dans le monde et le milliard de musulmans.

Déplorant le niveau insuffisant de sécurité garanti par les services israéliens, il a ajouté qu'il était crucial d'accélérer la construction de la « *clôture de sécurité* » selon le tracé établi par le gouvernement, bien que des enclaves regroupant des villages palestiniens puissent être découpées par le projet : « *Les réserves autour de tel ou tel village arabe doivent être repoussées à plus tard. En d'autres termes : "la clôture maintenant, les enclaves plus tard"* ».

D'après lui, les tronçons de la clôture construits ont déjà démontré que cette ouvrage sauve des vies.

Avi Dichter s'est ensuite appliqué à faire de l'Iran une menace pour Israël, en disant que le régime de Téhéran « *peut être défini, précisément et clairement, comme l'État terroriste n°1 dans le monde. (...) Les Iraniens agissent contre Israël par plusieurs canaux afin de frapper à la fois Israël et les intérêts israéliens dans le monde entier* », a-t-il poursuivi en citant l'attentat perpétré en 1994 à Buenos Aires contre un centre culturel juif qui avait fait 85 morts et plus de 200 blessés. Il a été attribué par les dirigeants « *argentins et juifs* » au Hezbollah et au gouvernement iranien, des accusations rejetées par Téhéran. Aujourd'hui, selon Dichter, l'Iran s'attaque à Israël non seulement en finançant

le Hezbollah et les militants palestiniens, mais également en recrutant les citoyens arabes israéliens : « *La troisième manière [de s'en prendre à Israël], qui est potentiellement la plus dangereuse pour nous, est que l'Iran a désigné les Arabes israéliens comme une cinquième colonne potentielle qu'il peut exploiter* ». En tout, 120 arabes vivant à Jérusalem-est seraient impliqués dans des activités terroristes, dont « *70 % sont des meurtriers* ».

Il a également dépeint l'Autorité palestinienne comme un facteur de terrorisme, puisque Yasser Arafat aurait notamment empêché ses services de sécurité de s'attaquer au terrorisme.

Les remarques de cet homme puissant, qui ne s'exprime que très rarement en public, ont cette fois été diffusées par les médias. Jusqu'à une époque récente, l'identité des directeurs des services de sécurité, le Shin Bet et le Mossad, était un secret d'État.

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## Silvan Shalom veut reprendre le dialogue avec la Syrie, Benjamin Netanyahu évoque une menace venue des Arabes israéliens

Référence : « *Shalom : Israel should explore Assad's offer of talks* », par Aluf Benn et Yair Ettinger, *Ha'aretz*, 17 décembre 2003.

Invité à la conférence Herzliya, le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, a déclaré de façon véhémement son opposition au projet de retrait unilatéral israélien des territoires occupés, tel qu'il a été proposé par le ministre du Commerce, Ehud Olmert.

Selon lui, il s'agirait d'une « *prime au terrorisme* ». Cela affaiblirait la capacité israélienne à négocier dans le futur. Il a notamment indiqué que ces mesures unilatérales « *ne nous aideront pas à progresser et ne feront pas naître un sentiment d'engagement [en faveur de la Feuille de route] chez les Palestiniens* ».

Ces propos font écho à ceux du ministre des Finances, Benjamin Netanyahu, plus tôt dans la journée. Celui-ci avait en effet insisté sur le fait que « *l'on doit obtenir quelque chose en échange des mesures prises. Les concessions doivent venir en réponse à quelque chose* ». Benjamin Netanyahu est même allé plus loin en insistant sur le fait qu'Israël ne dispose pas de partenaire palestinien pour négocier un accord de statut permanent. Il pense en effet qu'une nouvelle direction palestinienne ne saurait prospérer dans « *une société palestinienne empoisonnée qui crée des bataillons de combattants kamikazes* ». Selon lui, la construction de la « *clôture de sécurité* » devrait être accélérée pour séparer les centres de population des deux côtés et empêcher un « *exode démographique* » des Palestiniens des territoires occupés vers Israël. La clôture devrait également permettre d'assurer la sécurité et la stabilité économique. Le ministre israélien a indiqué à la conférence qu'Israël n'est pas soumis à une menace démographique des Palestiniens qui seront sous contrôle palestinien et bénéficieront

prochainement du « *droit à disposer d'eux-mêmes* ». La menace réelle réside dans la population des Arabes israéliens, puisqu'il est de la plus vitale importance qu'Israël reste un État juif, donc que des politiques d'incitation soient menées pour encourager l'immigration des minorités juives du monde entier.

Pour le ministre des Affaires étrangères, Silvan Shalom, en cas d'échec des négociations avec les Palestiniens, la piste syrienne devrait être explorée. Répondant aux commentaires du président syrien, Bashar al-Assad, qui invitait récemment à la reprise des négociations, il a déclaré que « *nous ne devons pas refuser la main tendue pour la paix, même si ce n'est pas pour les bonnes raisons* », sous-entendant que la démarche syrienne vise à désamorcer les critiques états-uniennes sur le soutien de Damas aux organisations terroristes.

**CONTEXTE** Le Centre interdisciplinaire d'Herzliya est une université privée installée à proximité de Tel Aviv et financée par des donateurs états-uniens, principalement le trader Marc Rich (Glencore). Elle est l'émanation de l'Institut international de politique sur le contre-terrorisme, qui s'est fait une spécialité de dénoncer des liens supposés entre les mouvements palestiniens de résistance, Al Qaïda et « l'Axe du Mal ». L'institut est notoirement lié au services secrets de l'armée israélienne, dont deux anciens directeurs siègent au Conseil d'administration : les généraux Shlomo Gazit et Eli Zeira. Les locaux de l'Institut jouxtent ceux de la firme privée de télécommunication Odigo qui annonça les attentats du World Trade Center deux heures avant leur perpétration.

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## L'armée israélienne se dit satisfaite du travail réalisé par le ministre des Finances palestinien

Référence : « IDF gives high marks to PA treasury head Fayad », par Amos Harel, *Ha'aretz*, 17 décembre 2003.

Un rapport rédigé par les services de renseignement de l'armée israélienne attribue un bon point au ministre des Finances de l'Autorité palestinienne, Salam Fayad, pour ses efforts réels en vue de réaliser des réformes économiques dans les territoires occupés. Le même rapport souligne par ailleurs différents exemples de corruption de dirigeants palestiniens de premier plan.

Les efforts de Salam Fayad pour rétribuer les forces de sécurité ont été partiellement couronnés de succès, d'après le rapport. Les sommes sont en effet désormais directement versées sur les comptes bancaires des responsables, afin de limiter le contrôle du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, sur l'appareil de sécurité palestinien.

Le ministre des Finances a également tenté d'accroître la transparence et tenir une comptabilité publique. Désormais, les prévisions budgétaires de l'Autorité palestinienne sont basées sur des estimations réalistes de rentrées financières.

L'Autorité elle-même s'est engagée plus en avant dans une politique de réduction des déficits.

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## La CIA rend un rapport prospectif sur l'état du Proche-Orient en 2020

Référence : « CIA report predicts no peace here until 2020 », par Amir Oren, *Ha'aretz*, 17 décembre 2003.

Un rapport de la CIA publié cette semaine prédit que la mort du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, pourrait provoquer une succession d'événements dont le point culminant serait un accord de paix final entre Israéliens Palestiniens.

Les estimations de l'agence de renseignement mettent en doute la probabilité que se matérialise un accord de paix avant 2020. Néanmoins, si un accord israélo-palestinien autour d'une « *paix froide* » venait à rencontrer un soutien d'une majorité de Palestiniens, cela constituerait l'évolution la plus significative dans la région depuis l'établissement de l'État d'Israël en 1948, améliorerait l'attitude du monde arabe vis-à-vis des États-Unis et éliminerait un prétexte auquel ont recours les pays arabes pour éviter d'appliquer des réformes politiques.

Ce rapport a été élaboré par le National Intelligence Council, qui opère sous la direction du directeur de la CIA, George Tenet. Le président de l'Intelligence Council, l'ambassadeur Robert Hutchings, participe également aux discussions du Conseil de sécurité nationale. Cet organisme fournit les évaluations stratégiques à court et moyen terme pour les États-Unis, et a récemment travaillé sur les développements possibles dans différentes régions du monde d'ici à 2020. Dans la section du rapport consacrée au Proche-Orient, les rédacteurs mettent en garde contre la possibilité d'une guerre entre Israël et la Syrie, ou un autre État arabe. Dans un tel conflit, des armes non-conventionnelles (biologiques, chimiques ou même nucléaires) pourraient être utilisées. Il aurait pour conséquence d'éradiquer l'assouplissement de la position arabe vis-à-vis des États-Unis et ferait dérailler le processus de paix israélo-palestinien. Une nouvelle déroute arabe face à Tshal pourrait également provoquer une remise en cause par les populations arabes de la viabilité de leurs régimes politiques.

Le rapport mentionne singulièrement le cas de l'Arabie saoudite et de l'Égypte. Selon les auteurs, l'établissement d'un régime radical au Caire pourrait nuire gravement aux relations pacifiques que le pays entretient avec Israël. Les groupes politiques islamistes devraient en effet dépasser par leur ampleur les mouvements séculaires que furent le nassérisme et le marxisme. Il est néanmoins déraisonnable d'envisager que le régime islamique d'un pays comme l'Arabie saoudite puisse durer : quels que soient les difficultés pour prévoir ce que pourrait devenir ce pays, les experts de la CIA estiment plausible qu'un changement intervienne. L'Iran devrait également changer de manière significative d'ici à 2020, devenant plus libéral et plus démocratique.

L'une des conséquences de ces modifications réside dans le fait que le recours au terrorisme deviendra de plus en plus dirigé vers des cibles intérieures, dans les pays arabes.

## Jordan Times

### **La Jordanie veut impliquer toutes les communautés religieuses dans la reconstruction politique de l'Irak**

Référence : « Muasher meets Fischer, warns against 'marginalising' Iraq's religious groups », par Alia Shukri Hamzeh, *Jordan Times*, 17 décembre 2003.

Le ministre des Affaires étrangères jordanien, Marwan Muasher, a mis en garde, mardi 16 décembre 2003, contre la marginalisation des différents courants religieux irakiens, indiquant que tous les groupes devraient participer au processus politique sur place.

« Nous avons exprimé notre détermination relative au fait que des groupes en Irak tels que les Sunnites et autres doivent tous bénéficier des mêmes droits. Et que tout processus politique en Irak doit avoir un gouvernement central fort capable de maintenir le pays uni et sûr », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue allemand, Joschka Fischer.

Dans un entretien avec le journal *Al Quds Al Arabi*, Marwan Muasher a précisé qu'il s'inquiétait du fait que la communauté sunnite se considère comme « opprimée » en Irak. Il a ajouté que la Jordanie est en contact permanent avec les officiels états-uniens pour les persuader d'ouvrir le dialogue avec l'ancienne élite, « minorité dominante » sous Saddam Hussein.

Les deux ministres ont appelé à un transfert rapide de la souveraineté au peuple irakien et au retrait des troupes d'occupation. Joschka Fischer a également indiqué que l'Allemagne était disposée à entraîner la police irakienne. Au cours de sa visite en Jordanie, il a appelé à une procès « équitable » pour le dictateur irakien déchu, Saddam Hussein, afin de « mettre la vérité sur la table » et d'« accélérer la réconciliation en Irak ».

Pour Marwan Muasher, il est trop tôt pour dire si la capture de Saddam Hussein permettra de réduire la résistance armée aux forces de la Coalition, étant donné qu'il n'était pas le seul responsable des opérations.

Joschka Fischer, qui avait commencé sa tournée au Proche-Orient par l'Égypte, doit désormais rencontrer le Premier ministre israélien Ariel Sharon et son homologue palestinien, Ahmed Qureih.